

**DARFOUR**

# Le Soudan demande à la Russie de protéger son président

**Le Soudan a demandé à la Russie de défendre son président Omar El-Béchir qui risque d'être poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes au Darfour, a indiqué hier l'ambassadeur soudanais en Russie, Chol Deng Alak.**

«Nous avons demandé à la Russie en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU d'utiliser son influence, ses liens et ses contacts pour dissiper la menace qui pèse sur le Soudan», a dit l'ambassadeur, cité par l'agence russe Interfax.

Luis Moreno-Ocampo, procureur de la CPI, a demandé lundi, à La Haye, aux juges de la Cour pénale internationale d'émettre un mandat d'arrêt contre M. Béchir, l'accusant d'avoir orchestré une campagne génocidaire au Darfour (ouest du Soudan). S'il était accordé, ce serait le premier mandat émis par la CPI contre un chef d'Etat en exercice.

Cette initiative «est très dangereuse, car il s'agit de l'arrestation du président



Le président Omar El-Béchir.

d'un Etat souverain qui n'avait pas signé le Statut de Rome (sur la CPI) et n'est pas membre de la CPI», a estimé Chol Deng Alak. «Cette demande (du procureur de la

CPI) fait douter de la confiance que l'on peut avoir dans la justice internationale (...) A quoi bon s'en prendre à un pays qui avance vers la démocratie ?» a-t-il ajouté.

**CRISE ALIMENTAIRE**

## La Commission européenne propose un milliard d'euros d'aide aux pays touchés

La Commission européenne a proposé hier de mettre en place «un instrument financier de réaction rapide à l'envol des prix des denrées alimentaires dans les pays en développement», doté d'un montant d'un milliard d'euros pour les années 2008 et 2009. Cette somme serait octroyée aux pays en développement qui en ont le plus besoin en fonction d'un ensemble de critères dont la dépendance aux importations de produits alimentaires, le taux d'inflation des prix alimentaires et la vulnérabilité sociale et fiscale. Il sera également tenu compte des autres financements reçus de la communauté internationale par le pays concerné ainsi que de la capacité de celui-ci d'augmenter sa production agricole. L'instrument financier permet, par ailleurs, la mise en œuvre de programmes au niveau régional, couvrant l'ensemble des pays en développement de la région en question. Les initiatives prises au niveau mondial pourraient également être financées lorsqu'elles sont mises en œuvre par l'intermédiaire d'une organisation régionale ou internationale. La priorité serait donnée à des mesures relatives à l'offre, à une amélioration de l'accès aux intrants agricoles comme les engrais et les semences, éventuellement

par le crédit, et à un dispositif de sécurité visant à améliorer la capacité de production dans l'agriculture. La hausse des prix des denrées alimentaires en 2007 et 2008 a provoqué une aggravation de la pauvreté pour des centaines de millions de personnes et les avancées récentes vers l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement sont menacées, note l'exécutif européen.

Cette hausse des prix a provoqué des troubles et des émeutes et engendré l'instabilité dans plusieurs pays, mettant en péril les progrès réalisés depuis des années grâce à des investissements sur le plan politique aussi bien qu'en matière de développement et de maintien de la paix.

Toutefois, cette nouvelle situation pourrait également offrir une occasion d'inciter les agriculteurs des pays en développement à produire davantage. Elle génère de nouvelles possibilités de revenus qui permettraient aux communautés rurales de sortir de la pauvreté, en fournissant des incitations à l'investissement et à l'amélioration de la productivité, estime la commission européenne.

Cette aide serait versée par l'intermédiaire d'organisations internationales, y compris régionales, selon la commission dont la proposition devrait être avalisée par le Parlement et le Conseil en novembre prochain.

Elle transiterait par la FAO (programme d'aide d'urgence), le FIDA (pour le financement rural), l'Unicef (nutrition des enfants, filets de sécurité nutritionnelle), le PAM (aide alimentaire humanitaire, filets de sécurité transitoires), le CICR (aide alimentaire) et la Banque mondiale (gestion des risques fondés sur le marché, filets de sécurité).

**SOMALIE**

# La famine menace en raison de l'insécurité pesant sur les ONG

**Les assassinats de travailleurs humanitaires en Somalie et les menaces planant sur l'approvisionnement en nourriture mettent en péril les vies de millions de Somaliens menacés par la famine, a averti, hier, le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM).**

«La Somalie est dans une situation désespérée et elle est à un tournant», a déclaré Peter Goossens, directeur du PAM pour la Somalie, lors d'une conférence de presse à Londres. «Si une quantité suffisante de nourriture et d'aide humanitaire ne peut être fournie dans les mois qui viennent, certaines parties du pays pourraient bien subir une catastrophe semblable à la famine de 1992-1993», qui avait

coûté la vie à des centaines de milliers de personnes. M. Goossens a prévenu que l'approvisionnement en nourriture était menacé par la dégradation de la sécurité à terre et en mer. Le PAM a demandé aux gouvernements étrangers de continuer à assurer au-delà de la fin juin la sécurisation militaire des bateaux qu'il affrète pour la Somalie, a-t-il rappelé, déplorant n'avoir encore reçu aucun enga-

gement en ce sens. Depuis la mi-novembre 2007, les marines de guerre de France, du Danemark et des Pays-Bas se sont relayées pour escorter des cargos affrétés par le PAM afin de prévenir les actes de piraterie, très fréquents dans la région.

Le PAM vient en aide à 2,3 millions de personnes par mois en Somalie, ravagée par 17 ans de guerre civile.

L'ONU a prévenu que 3,5 millions de Somaliens auraient besoin d'aide alimentaire d'ici à la fin de l'année, en raison de la persistance de la sécheresse, de l'inflation et de l'insécurité.

Depuis début 2008, cinq chauffeurs somaliens travaillant pour le PAM ont été assassinés en Somalie. Les humanitaires sont en permanence la cible d'attaques dans ce pays. Le chef de la mission du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) à Mogadiscio, Osman Ali-Ahmed, de nationalité somalienne, a été assassiné le 6 juillet alors qu'il quittait une mosquée de Mogadiscio. Quatre travailleurs humanitaires étrangers (deux Italiens, un Britannique, un Kényan) se trouvent toujours aux mains de bandes armées dans ce pays.

**ISRAËL**

# Les avocats d'Olmert reviennent à la charge contre un témoin-clé

**Les avocats d'Ehud Olmert ont tenté de nouveau, hier, de casser le principal témoin à charge dans une affaire de corruption impliquant le Premier ministre israélien, sans être parvenu la veille à l'ébranler sérieusement.**

Lors de la deuxième journée du contre-interrogatoire de l'homme d'affaires américain Morris Talansky, les défenseurs de M. Olmert l'ont interrogé sur la manière dont il distribuait des fonds, laissant entendre qu'il s'était rendu coupable d'irrégularités, selon une source judiciaire.

Ils ont ouvertement reproché au bureau du procureur d'avoir poussé le témoin à incriminer M. Olmert en exerçant des pressions sur lui et lui promettant qu'il ne serait pas poursuivi.

Dans une déposition en mai au tribunal de district de Jérusalem, M. Talansky avait affirmé avoir versé à M. Olmert plus de 100 000 dollars en liquide, sous forme d'enveloppes, pendant une quinzaine d'années. Un des avocats de M. Olmert, Eli Zohar, a tenté de faire apparaître le témoin, âgé de 75 ans, comme sénile. «Nous, gens de vieil âge, devons admettre qu'on ne se rappelle pas et je m'attends à ce que vous admettiez cela», lui a-t-il lancé. Il a aussi accusé par moments M. Talansky de mentir. Le témoin, un Juif qui réside à New York, a demandé au tribunal de mettre fin au contre-interrogatoire dimanche et non pas mardi comme prévu pour qu'il puisse être aux côtés de sa femme «malade», mais sa requête a été rejetée. Jeudi, les

avocats de M. Olmert ne sont pas parvenus à le déstabiliser et à le faire revenir sur les accusations qu'il avait lancées à l'encontre du chef du gouvernement. Ils ont tenté de mettre en doute sa crédibilité en mettant l'accent sur des réponses contradictoires qu'il aurait données lors de son interrogatoire par la police et sa déposition au tribunal. M. Talansky s'est défendu, affirmant «ne pas avoir inventé d'histoire», tout en reconnaissant s'être trompé sur des détails. «Je n'ai jamais donné une fausse réponse», a-t-il assuré. «Talansky ne s'est pas effondré à la barre. Les espoirs nourris par les avocats de M. Olmert se sont révélés vains», estimait hier le quotidien à grand tirage *Yediot Aharonot*, selon lequel le contre-interrogatoire pourrait même avoir

un «effet boomerang» et se retourner contre le Premier ministre. Pour le chroniqueur judiciaire de la radio publique, Moshé Negbi, la «défense est piégée. Plus elle jette le discrédit sur M. Talansky et plus elle le présente comme un personnage peu crédible voire malhonnête, plus elle invite à se poser la question : «pourquoi Olmert a-t-il fait d'un tel individu son principal bailleur de fonds pour ses campagnes électorales» ?

En mai, M. Talansky avait laissé entendre qu'une partie des sommes remises à M. Olmert, avant qu'il ne devienne Premier ministre en 2006, avait probablement servi à financer ses goûts de luxe, notamment pour les cigares fins et les hôtels dispendieux.

Le Premier ministre a nié toute

malversation mais a reconnu avoir reçu des fonds destinés à financer ses campagnes électorales, notamment à la mairie de Jérusalem en 1999 et 2003.

M. Olmert est aussi ébloué par plusieurs affaires de corruption qui ont considérablement terni son image et amené son parti, le Kadima (centre), à convoquer des primaires en septembre en vue de sa possible succession.

Dans la dernière affaire en date, qui a éclaté la semaine dernière, il est soupçonné d'escroquerie aux billets d'avion. Il aurait ainsi présenté une dizaine de factures différentes à diverses organisations de bienfaisance pour un seul et même voyage, alors qu'il était maire de Jérusalem (1996-2003), puis ministre du Commerce et de l'Industrie (2003-2006).